

## **30 DECEMBRE 1992. - Arrêté royal relatif à l' expertise et au commerce de viandes de gibier d'élevage.**

(NOTE : Consultation des versions antérieures à partir du 31-12-1992 et mise à jour au 03-09-1996)

-----

### **CHAPITRE I. - Définitions et champ d' application.**

Article 1. Pour l' application du présent arrêté, on entend par :

1° gibier d' élevage : les mammifères terrestres ou les oiseaux visés à l' article 1er, § 2, 4° de la loi du 15 avril 1965 concernant l' expertise et le commerce du poisson, des volailles, des lapins et du gibier, élevés en tant qu' animaux domestiques en captivité.

Les mammifères et oiseaux sauvages vivant en territoire clos dans des conditions de liberté similaires à celles du gibier sauvage ne sont pas considérés comme du gibier d' élevage.

2° viandes de gibier d' élevage : toutes les parties de gibier d' élevage, propres à la consommation humaine.

Art. 2. Les dispositions du présent arrêté ne sont pas d' application en cas d' abattage de gibier d' élevage par une personne privée ou par un producteur occasionnel si les viandes sont exclusivement destinées à la consommation par son ménage.

### **CHAPITRE II. - Le gibier d' élevage biongulé.**

Art. 3. # 1. Le gibier d' élevage biongulé doit être abattu et soumis à l' expertise et ses viandes doivent être commercialisées conformément aux dispositions en vigueur pour les animaux de boucherie et ses viandes en vertu de la loi du 5 septembre 1952 relative à l' expertise et au commerce des viandes.

# 2. L' abattage des animaux en question doit s' effectuer à d' autres moments que l' abattage des animaux de boucherie.

Art. 4. # 1. Le chef du cercle d' expertise peut autoriser, dans des cas spécifiques, la mise à mort de ce gibier d' élevage au lieu d' origine, si celui-ci ne peut être transporté vivant vers un abattoir agréé, en vue d' éviter tout risque pour les manipulateurs ou d' assurer la protection du bien-être des animaux, à condition que l' exploitation dispose :

1° d' un centre de rassemblement de ce gibier où il est possible d' effectuer un examen sanitaire avant l' abattage;

2° d' un local approprié pour l' égorgement et la saignée et l' éviscération éventuelle des animaux;

A cette fin, le propriétaire des animaux introduit une demande par écrit auprès du chef du cercle d' expertise en mentionnant l' espèce animale, le nombre, ainsi que la date et l' heure auxquelles il souhaite effectuer la mise à mort de ces animaux.

# 2. Si le propriétaire obtient cette autorisation, il ne peut procéder à ces opérations qu' en présence d' un expert et qu' après que celui-ci ait effectué un examen sanitaire avant l' abattage.

Les animaux doivent être égorgés et saignés dans le local prévu. Ceci doit être précédé d' un étourdissement à moins que l' expert n' autorise la

mise à mort par balle. Les animaux peuvent éventuellement être éviscérés sur place.

Les animaux égorgés et saignés doivent être transportés suspendus, dans des conditions d'hygiène satisfaisantes, vers un abattoir agréé, et ce le plus rapidement possible après la mise à mort. Si les viscères ont été enlevés sur place, ils doivent accompagner la carcasse vers l'abattoir, emballés de façon hygiénique. Lors de ce transport, les animaux doivent être accompagnés d'une attestation de l'expert, conforme au modèle en annexe.

Dans la mesure où le gibier mis à mort sur le lieu d'élevage ne peut être amené dans un délai d'une heure dans un abattoir agréé, il doit être transporté dans un conteneur ou un moyen de transport dans lequel règne une température comprise entre 0 °C et 4 °C. L'éviscération doit être effectuée au plus tard trois heures après l'étourdissement.

### CHAPITRE III. - Le gibier d'élevage à plumes.

Art. 5. Le gibier d'élevage à plumes doit être abattu et soumis à l'expertise et ses viandes doivent être commercialisées conformément aux dispositions en vigueur pour les volailles et leurs viandes en vertu de la loi du 15 avril 1965 concernant l'expertise et le commerce du poisson, des volailles, des lapins et du gibier.

Art. 5bis. <inséré par AR 1996-07-04/37, art. 51, 002; ED : 01-10-1996> § 1er. Le chef du cercle d'expertise peut autoriser, dans des cas spécifiques, la mise à mort du gibier d'élevage à plumes au lieu d'origine, si celui-ci ne peut être transporté vivant sans risques vers un abattoir de volailles et de lapins agréé, en vue d'assurer la protection du bien-être des animaux, à condition que l'exploitation dispose d'un centre de rassemblement de ce gibier où il est possible d'effectuer un examen sanitaire avant l'abattage.

A cette fin, le propriétaire des animaux introduit une demande par écrit auprès du chef du cercle d'expertise en mentionnant l'espèce animale, le nombre, ainsi que la date et l'heure auxquelles il souhaite effectuer la mise à mort de ces animaux.

§ 2. Si le propriétaire obtient cette autorisation, il ne peut procéder à la mise à mort qu'après l'exécution d'un examen sanitaire avant l'abattage par un expert.

Les animaux mis à mort peuvent éventuellement être saignés et être plumés de façon hygiénique sur place.

En vue de l'habillage, les animaux mis à mort doivent être transportés dans des conditions hygiéniques satisfaisantes vers un abattoir de volailles et de lapins ou vers un établissement de traitement de gibier sauvage ou vers un atelier de découpe agréés à cette fin. Lors de ce transport, les animaux doivent être accompagnés d'une attestation de l'expert, conforme au modèle en annexe. Dans cette attestation, les mots "et ayant subi une saignée correcte" peuvent être biffés.

Dans la mesure où le gibier d'élevage à plumes, mis à mort au lieu d'origine, n'est pas amené dans un délai d'une heure dans un des établissements mentionnés ci-dessus, il doit être réfrigéré jusqu'à 4 °C au maximum et ensuite transporté dans un conteneur ou un moyen de transport dans lequel règne une température entre 0 °C et 4 °C et en évitant l'amoncellement des animaux.

#### CHAPITRE IV. - Dispositions finales.

Art. 6. Lors de l'importation de viandes de gibier d'élevage, celles-ci doivent être accompagnées d'un certificat de salubrité dont le modèle est fixé par le Ministre.

Art. 7. Il est interdit d'importer, d'exporter, de traiter, de détenir en vue de la consommation humaine, de mettre en vente, d'offrir, de céder à titre onéreux ou gratuit des viandes de gibier d'élevage, si elles ont été traitées aux radiations ionisantes ou ultraviolettes, ou bien par des attendrisseurs ou d'autres substances pouvant altérer les caractères organoleptiques des viandes, ou au moyen de colorants, autres que ceux utilisés pour apposer la marque de salubrité.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au Moniteur belge.

Art. 9. Notre Ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté;

#### ANNEXE.

Art. N1. MODELE. ATTESTATION SANITAIRE pour le gibier d'élevage mis à mort à l'exploitation et transporté à l'abattoir. <Modèle non repris pour des raisons techniques. Voir MB 31/12/1992, p. 27956>